



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 11/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HOLCIM HAUT-RHIN

1 ROUTE DE THANN
BP 21
68130 Altkirch

Références : 0006700701_2024_12_03_Holcim_ViRAc
Code AIOT : 0006700701

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement HOLCIM HAUT-RHIN implanté 1 ROUTE DE THANN 68130 Altkirch. L'inspection a été annoncée le 21/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du Programme Pluriannuel de Contrôles de l'Inspection des Installations Classées.

L'établissement étant classé "SEVESO Seuil Haut", il fait à ce titre l'objet d'au moins un contrôle annuel portant sur la sécurité des installations et la maîtrise des procédés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOLCIM HAUT-RHIN
- 1 ROUTE DE THANN 68130 Altkirch
- Code AIOT : 0006700701
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Holcim Haut-Rhin exploite une installation de fabrication de ciment à Altkirch. Le site utilise comme substitution au combustible, des déchets qui peuvent se présenter sous forme liquide ou solide.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Mise en demeure (suivi des MMR)	AP de Mise en Demeure du 15/01/2024, article 4	Levée de mise en demeure et demande d'action corrective	3 mois
5	Maîtrise des procédés, Maîtrise d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe1.3	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite mise en demeure du 15/01/2024 (Système de Gestion de la Sécurité)	AP de Mise en Demeure du 15/01/2024, article 2	Levée de mise en demeure
2	Suite mise en demeure (procédures)	AP de Mise en Demeure du 15/01/2024, article 3	Levée de mise en demeure
4	SGS, suivi des performances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe1.6	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au contrôle réalisé en 2023, l'exploitant a été mis en demeure de compléter son Système de Gestion de la Sécurité (SGS), notamment en complétant son manuel SGS, en prenant mieux en compte le suivi des incidents et accidents et en formalisant davantage le suivi des équipements importants pour la sécurité.

L'exploitant a mis en œuvre les actions correctives attendues et a répondu à la mise en demeure du 15 janvier 2024. Il est ainsi proposé qu'elle soit levée et cesse de produire ses effets.

Lors de la visite, il a été constaté que le revêtement de l'aire de dépotage des déchets liquides est dégradé, cependant l'exploitant a indiqué que des travaux de réfection sont programmés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite mise en demeure du 15/01/2024 (Système de Gestion de la Sécurité)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/01/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Système de Gestion de la Sécurité
Prescription contrôlée : <u>Article 2 :</u> L'exploitant se conforme, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté , aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé complétées par son annexe I.6 : <ul style="list-style-type: none">Article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 [...] <i>Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté.</i> [...] <ul style="list-style-type: none">Annexe I - 6 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 [...] <i>Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place.</i> <i>Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention.</i> [...] ».
Constats : L'exploitant a transmis une version actualisée de son manuel de gestion de la sécurité, datée du

26/09/2024. Cette version comporte tous les points listés à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des risques majeurs dans les installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Suite mise en demeure (procédures)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/01/2024, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Système de Gestion de la Sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant se conforme, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté , aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé : « [...] <i>L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité conformément à l'article R515-99 du code de l'environnement</i> ».
Constats : L'exploitant a produit une liste des Mesures de Maîtrise de Risques (MMR), équipements suivis sur le logiciel de GMAO SAP. La nature et la fréquence minimale des essais et contrôles sont définis pour chaque équipement répertorié, conformément au point 3.5 du manuel SGS de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Mise en demeure (suivi des MMR)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/01/2024, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques
Prescription contrôlée : L'exploitant se conforme, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté , aux dispositions de l'article 79.3 de l'arrêté du 13 février 2020 susvisé : « [...] <i>Les Mesures de Maîtrise des Risques techniques sont contrôlées périodiquement et maintenues en état de fonctionnement selon des procédures écrites.</i> [...] ».
Constats : Lors de la visite, le suivi des réservoirs de stockage des déchets liquides (Combustibles Liquides de Substitution) a été regardé. L'exploitant dispose des plans et des documents constructeur en application du point 3.7 du manuel SGS. Le mode opératoire des contrôles à effectuer est défini par une procédure. La fréquence de contrôle définie est annuelle, le dernier contrôle a été réalisé le 02/08/2024, il consiste à mesurer l'épaisseur des réservoirs en des points déterminés. <u>Remarque</u> : les contrôles sont réalisés selon les fréquences définies, cependant l'exploitant n'a pas défini préalablement des valeurs minimales, déclenchant un suivi renforcé de l'équipement ou son retrait du service. Concernant le suivi des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant a répondu à la mise en demeure. Il devra cependant tenir compte de la remarque ci-dessus.
Demande à formuler à l'exploitant Dans le cadre du processus de contrôle de l'épaisseur des réservoirs de Combustible de Substitution Liquides, il appartient à l'exploitant de définir l'épaisseur minimale déclenchant un

suivi renforcé des équipements, et celle déclenchant son retrait du service, et de les intégrer ensuite dans ses procédures de contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Levée de mise en demeure, demande d'action corrective
Proposition de délai : 3 mois

N° 4 : Retour d'expérience

Référence réglementaire : arrêté Ministériel du 25/05/2014, article annexe1.6
Thème(s) : Surveillance des performances, retour d'expérience
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.
Constats : L'exploitant enregistre les incidents et accidents. Ces événements font l'objet d'une analyse des causes, au besoin des mesures correctives sont définies et mises en œuvre. Lors de la visite, les derniers incidents enregistrés ont été examinés, la majeure partie des incidents portent sur des cas de blessures de personnels ou bien des dépassements de Valeur Limites d'Emissions. Exemple le 29/07/2024 : dépassement de la VLE en NOx, 684,5 mg/Nm3 enregistrée pour une VLE fixée à 500 mg/Nm3, la cause de ce dépassement est une rupture de stock d'urée, produit utilisé dans l'unité de traitement des fumées pour abattre les NOx. Action engagée : information de l'inspection des IC (DREAL), la rupture de stock était liée à un problème de livraison du fournisseur. L'exploitant a mis en place un suivi des incidents et accidents répondant aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Maîtrise des procédés, Maîtrise d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/05/2014, article annexe1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Système de Gestion de la Sécurité
Prescription contrôlée : Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures...
Constats : Lors de la visite, le suivi et la réception d'un déchet liquide (Combustible Liquide de Substitution) ont été pris comme support au contrôle. L'exploitant dispose d'une procédure d'acceptation :

<p>Le déchet a fait l'objet d'une proposition préalable formulée par Geocycle (filiale d'Holcim spécialisée dans le négoce de déchets).</p> <p>Une fiche caractérise le déchet et son origine (composition attendue, caractéristiques physiques et chimiques).</p> <p>Un échantillon adressé à l'exploitant est analysé afin de déterminer le point éclair, le PCI, les teneurs en Cl, I, F, S et PCB.</p> <p>Si le produit est accepté, une fiche d'essai est établie, elle précise notamment les risques d'incompatibilité chimique, les EPI à utiliser lors des manipulations et les moyens d'extinction à utiliser en cas de feu.</p> <p>Le premier lot a été réceptionné le 28/11/2024, un échantillon a été prélevé et analysé. Des essais de miscibilité ont été effectués afin de déterminer dans laquelle des 5 cuves de stockage le produit pourra être déversé.</p> <p>Tous les résultats de ces tests et analyses sont enregistrés.</p> <p>Après pesée du camion, l'autorisation de déchargement a été délivrée, vers une cuve spécifiée.</p> <p>Pour limiter les risques d'erreur, un opérateur au niveau de l'aire de déchargement effectue le raccordement du camion vers la cuve de réception déterminée.</p> <p>Cependant, c'est un autre opérateur qui en salle de contrôle pilote les vannes et la pompe.</p> <p>Sur place, lors de la visite il a été constaté que la surface de l'aire de dépotage sur rétention présente un état de dégradation du revêtement de surface. L'exploitant a précisé que les travaux de réfection sont programmés en 2025. Ce point sera rappelé par courrier et il sera demandé à l'exploitant d'informer l'inspection lorsque les travaux seront réalisés.</p> <p>Les autres points contrôlés, notamment la procédure d'acceptation des déchets liquides, n'appellent pas de remarque.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant</p> <p>Il appartient à l'exploitant de tenir informé l'Inspection de l'avancement des travaux de réfection du revêtement de l'aire de dépotage des déchets liquides.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>